



Présidentielles-Liban: Le confessionnalisme, le cadeau empoisonné de la France à ses «enfants chéris libanais».

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 02 mai 2014

renenaba.com

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Politique et religion](#)

I - Le Président libanais un faussaire

Le commandant en chef d'une armée d'un pays en guerre se doit de se porter à l'avant-garde de la ligne de front et non de prendre la poudre d'escampette, particulièrement lorsque le commandement suprême est exercé au double titre de Président de la République et chef suprême d'une armée d'un pays du champ de bataille, certes le plus petit pays arabe, au palmarès toutefois glorieux, qui revendique fièrement l'honneur de constituer l'ultime pays du champ de la confrontation, en guerre ouverte avec Israël.

Un honneur insigne qui commande une posture digne. Un pays artisan de glorieux faits d'armes face à l'ennemi officiel du Monde arabe ne saurait tolérer des généraux de pacotille. Une posture de franc-tireur et non de tir au flanc. De voltigeur de pointe sur les lignes de feu et non de planqué, à l'instar de son alter ego sunnite l'ancien premier ministre Saad Hariri, exfiltré à des milliers de kms du front chez ses parrains saoudiens, grand absent de cet événement, comme d'ailleurs de toutes les échéances majeures qu'a connues son pays depuis trois ans.

Et pourtant, incroyable mais vrai. Le président libanais Michel Sleimane s'est révélé être un faussaire, passible de poursuites judiciaires en France pour avoir falsifié un passeport français. Pitoyable spectacle.

Bénéficiant d'une promotion à la suite de l'assassinat de son supérieur hiérarchique, le Général François Hajj, qui lui a grandement ouvert les voies du pouvoir, Michel Sleimane avait été saisi, du temps de son commandement de l'armée libanaise, par une soudaine tentation de Venise, pitoyable remake de la fuite de Varenne.

Toute honte bue, il avait présenté des documents falsifiés à l'ambassade de France à Beyrouth, pour obtenir un passeport français à lui et à sa famille, de même qu'à deux de ses plus collaborateurs au sein de l'armée, son directeur de cabinet, le général Toufic Jizzini et Reda Moussawi.

Le journal libanais «Al Akhbar» qui a publié cette information mercredi 9 avril en manchettes, en première page, indique se fonder sur des câbles Wikileaks rendant compte des propos de l'ambassadeur français à l'époque Bernard Emié à son collègue américain. Et sur des échanges entre les autorités françaises et la direction générale de la sûreté nationale libanaise. «La juridiction de Pontoise est saisie. Je ne suis pas sûr que s'il se

présentait en France, il ne serait pas interpellé», indique M. Emié, selon ce câble. <http://www.al-akhbar.com/node/204314>

L'affaire a fait grand bruit aujourd'hui à Beyrouth, où le journal a publié en annexe les requêtes françaises. L'incident qui s'est passé en 2005, a été étouffé au prétexte que le futur président libanais n'avait pas fait usage du document français. Aucune indication n'a été fournie sur les raisons qui ont poussé le commandant de l'armée de l'époque à recourir à ce procédé, ni sur les motifs qui l'ont conduit à chercher à obtenir un passeport français. L'officier en charge du département de la sécurité à l'époque était le général Jamil Sayyed, qui sera inculpé l'année suivante ainsi que trois autres officiers supérieurs libanais dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre Hariri et incarcéré pendant trois ans avant d'être relâchés faute de preuves.

Le Point et Le Figaro avaient brièvement mentionné cet incident, sans donner suite à cette affaire. <http://wikileaks.org/cable/2007/08/07BEIRUT1175.html>

<http://www.lefigaro.fr/international/2007/12/01/01003-20071201ARTFIG0011...>

<http://www.lepoint.fr/actualites/2007-11-08/le-faux-passeport-francais-d...>

II-La tentative de blanchissement politique de Samir Geagea, une souillure morale de ses parrains

Michel Sleimane présente un bilan sans relief. Il apparaît, rétrospectivement, comme le plus falot des présidents libanais depuis l'indépendance du Liban en 1943, il y a 71 ans. Le président sortant, dont le sexennat s'achève le 25 mai 2014, n'aurait jamais accédé à la magistrature suprême, sans le confessionnalisme, le système politique qui régit la vie libanaise sur la base de la répartition des postes d'autorité selon des critères d'appartenance communautaire.

Cette même logique communautaire habilite d'ailleurs Samir Geagea à postuler à la magistrature suprême du seul fait de son appartenance à la communauté maronite, sans aucun autre titre de gloire que celui de figurer au rang des plus grands criminels de la guerre du Liban, sans aucun état de service autre que celui d'avoir été le fossoyeur du camp chrétien et le meurtrier du premier ministre sunnite Rachid Karamé. A se revendiquer, sans vergogne, comme le sauveur du pays. Mais la tentative de son blanchissement politique opérée via cette candidature s'est retournée contre lui par le rappel de ses forfaits et méfaits, souillure morale indélébile; indice indiscutable de la défragmentation mentale de la classe politique libanaise et de leurs parrains pétro-monarchiques et occidentaux.

Au premier tour du scrutin, le 23 avril, Samir Geagea, 36 ans après sa forfaiture, a recueilli 48 voix contre une voix à son rival phalangiste Amine Gemayel, alors que le candidat de la coalition rivale, Michel Aoun, leur faisait échec par une abstention massive au scrutin.

Dans cette perspective, la campagne présidentielle mettant aux prises les anciens chefs de guerre miliciens maronites -Samir Geagea et Amine Gemayel-, apparaît comme un mauvais remake d'un mauvais film; une pitoyable séquence d'une interminable danse de scalp, entre les anciens frères ennemis de la guerre civile libanaise, dans un espace drastiquement réduit du fait du déclasserment des prérogatives constitutionnelles des Maronites, résultant tant de leur nanisme politique que de leur alignement inconditionnel à l'Occident, artisan de leur malheur, par leur instrumentalisation.

Pâle copie de la guerre des Horace et des Curiace de l'époque antique, la rivalité attisée par le souffleur des ténèbres Samir Geagea, s'est reproduite au niveau des héritiers du clan Gemayel, Sami et Nadim, des cousins germains revendiquant l'un comme l'autre dans leur querelle de légitimité, chacun un martyr dans son propre camp, Sami son frère Pierre, député, Nadim, son père Bachir, président éphémère du Liban. A ce titre, les guerres intermaronites sont aussi légendaires que les guerres fratricides inter-wahhabites entre l'Arabie saoudite et le Qatar, toutes deux passées à la postérité comme d'illustrations pathologiques de l'insignifiance du leadership chrétien libanais et de l'inconsistance du leadership pétro-monarchique.

III - Le confessionnalisme, la nécrose du système politique libanais

Cadeau empoisonné de la France, le confessionnalisme constitue une négation de la démocratie en ce que la citoyenneté libanaise est conditionnée et handicapée par la naissance.

Aux Etats-Unis, il est possible de débarquer esclave, de le demeurer pendant deux siècles pour finir par devenir Président des Etats-Unis. Au Liban pas. Mur de verre invisible et infranchissable. Sur un point nommé, dans des domaines précis, la naissance confère un primat à une communauté au détriment des autres communautés par le Fait du Prince, l'arbitraire du pouvoir colonial. Elle prédétermine les membres d'une communauté à des fonctions indépendamment de leur compétence. Elle conforte une communauté dans un sentiment de supériorité ou de frustration.

Les exemples sont nombreux des dérives du confessionnalisme. Le leadership maronite a ainsi assumé, par une sorte de Hold up, la direction des combats du camp chrétien lors de la guerre civile libanaise (1975-1990), à l'exclusion des autres composantes de la chrétienté libanaise, quand bien même elles en subissaient les conséquences.

Le primat conféré par la France à la communauté maronite dans l'exercice des responsabilités suprêmes au Liban aurait dû se vivre comme une délégation de pouvoir au bénéfice de l'ensemble des communautés chrétiennes du Monde arabe majoritairement musulman et non comme la marque d'une supériorité immanente d'une communauté spécifique au détriment des autres, en ce que les Maronites constituaient la plus importante minorité des minorités chrétiennes du Liban et non la communauté chrétienne majoritaire d'un Monde arabe.

Pour n'avoir pas observé cette règle non écrite de la prudence politique, elle en paiera le prix par le déclassement de ses prérogatives constitutionnelles, entraînant dans sa relégation les autres composantes chrétiennes innocentes de cet emballement. Victimes innocentes souvent, bourreaux parfois plus que de besoin, les camps palestiniens de la quarantaine (est de Beyrouth), en 1976, et de Sabra Chatila (sud de Beyrouth), en 1982, passeront dans l'histoire comme de sanglantes illustrations pathologiques de la déraison humaine, au passif du leadership maronite, particulièrement les milices chrétiennes des Forces Libanaises.

Leur alliance avec Israël, l'ennemi officiel du Monde arabe, constituera l'un des points noirs de l'histoire de la chrétienté arabe, et les chefs de cette équipée suicidaire, Bachir Gemayel, président éphémère du Liban, et ses successeurs, Elie Hobeika et Samir Geagea, comme les plus sinistres personnages de l'histoire du Liban en termes de bilan pour la chrétienté, en ce qu'ils ont substitué la lutte pour la réalisation des droits nationaux des Palestiniens, par la

recherche de l'éradication d'un peuple déjà spolié de sa patrie, les Palestiniens, en compensation des turpitudes occidentales à l'égard des Juifs européens. Les miliciens chrétiens ont intériorisé, ce faisant, la perversité de la logique occidentale dans un tragique dévoiement de la pensée, ne s'imaginant pas un seul instant que «le peuple de trop au Moyen orient», selon l'expression du chef phalangiste Bachir Gémayel, pourrait être un jour «le peuple chrétien arabe».

Traumatisé par l'auto décapitation de ses chefs charismatiques, le leadership chrétien, principalement maronite, a longtemps balancé entre patriarcat et matriarcat, entre la référence constante au chef spirituel de la communauté maronite de l'époque, le Patriarche Sfeir, et le tempo politique imposé par les veuves des présidents assassinés du Liban, Bachir Gemayel et René Mouawad, soutenu à distance par Mme Samir Geagea, l'épouse du dirigeant des Forces Libanaises (milices chrétiennes) incarcéré au Liban.

Signe certain d'un désarroi, l'absence de renouvellement du personnel politique s'est traduite par le retour du religieux en tant que substitue au politique et de la féodalité clanique, en guise de leadership. Le retour d'exil du président Amine Gemayel et du général Michel Aoun, chef de la principale formation chrétienne, ainsi que la libération de la prison de chef milicien Samir Geagea, à la suite de l'assassinat de Rafic Hariri, en juin 2005, a renvoyé le pouvoir matriarcal à ses pénates au profit des anciens chefs de guerre.

Les Maronites, la plus importante minorité chrétienne du Liban et non de l'Orient, par un abus de position dominante conféré par la France en sa qualité de puissance mandataire sur le Liban et la Syrie, ont procédé à une sorte de captation d'héritage se présentant comme les dépositaires des intérêts supérieurs de la chrétienté d'Orient, réduisant la chrétienté aux seuls intérêts de l'Eglise maronite, confondant en somme maronitisme et chrétienté, se vivant en maître incontesté du Liban alors que leur mandat sur l'unique foyer chrétien du monde arabe aurait dû s'exercer par délégation des autres communautés chrétiennes arabes.

L'extravagante position de Camille Chamoun, président du Liban (1952-1958), se refusant seul contre l'ensemble arabe, à rompre ses relations diplomatiques avec la France, dans la foulée de l'expédition de Suez, alors que l'Egypte faisait l'objet d'une agression concertée entre la France, Israël et la Grande Bretagne (1956) et que l'Algérie ployait sous le joug des ratonnades coloniales, constituait déjà un indice prémonitoire de la psychorigidité maronite, de la cécité politique de ses dirigeants et de la serviabilité extrême dont témoignent des membres de cette communauté à l'égard des puissances occidentales particulièrement de la France et des Etats-Unis, se plaçant paradoxalement en situation de «dhimitude» par rapport à leurs protecteurs occidentaux, une servitude qu'il dénonçait du temps de l'époque ottomane. Le discours souverainiste des Libanais masque mal une logique de vassalité à l'ordre atlantiste.

L'inculpation début juillet 2010 de plusieurs officiers supérieurs chrétiens de même que des cadres supérieurs exerçant des responsabilités sensibles à un poste stratégique de leur entreprise de communications pour «intelligence avec l'ennemi», au même titre que la formation d'une armée de supplétif sous commandement chrétien au service des israéliens durant la guerre civile libanaise (1975-1990), ont alimenté la suspicion sur la loyauté des chrétiens arabes à leur environnement avec ses conséquences corrosives sur le sort des chrétiens dans le monde arabe.

La déposition de Jeremy Feltman, N° 2 du département d'Etat, devant le sénat américain, le

22 juin 2010, révélant le montant des subsides versées par l'administration américaine depuis 2006 à des personnalités libanaises, de l'ordre 500 millions de dollars, soit 150 millions de dollars par an, dans l'unique but de contrer le Hezbollah libanais, ont fait converger les regards vers Samir Geagea tant cet homme, faute d'héritiers, reste à l'affût d'un rôle générateur de prébendes et de dividendes aussi bien politiques que financiers.

Unique dirigeant libanais condamné pour assassinat, amnistié et non blanchi, Samir Geagea s'est ainsi substitué au chef druze Walid Joumblatt, de nouveau domestiqué par les Syriens, dans une posture de nuisance assumée pour le compte du camp occidental. L'homme lige des saoudiens, auparavant des Israéliens, n'a de cesse de plaider pour la neutralisation de l'armement du Hezbollah, à un moment particulièrement critique de la conjoncture régionale, alors qu'un contentieux sur la répartition des zones de prospection off-shore au large des côtes libanaises et israéliennes se développe entre les deux pays. Il plaidera, de même, avec la même constance, la neutralisation du réseau de transmission de la milice chiite, en pleine tempête judiciaire consécutive au démantèlement du réseau pro israélien.

La mise à l'index de l'unique président chrétien du Monde arabe, par les puissances occidentales, dans la foulée de l'assassinat du premier ministre libano saoudien, le milliardaire Rafic Hariri, a achevé de convaincre les principaux chefs chrétiens, particulièrement la hiérarchie militaire de l'urgente nécessité de briser l'emprise de l'ordre milicien sur la vie publique, et, à reconsidérer leur alliance exclusive avec l'Occident dont ils en ont lourdement pâti sans contrepartie.

Le Liban constitue une singularité dans le Monde arabe. Présidé par un chrétien, il est néanmoins membre de l'organisation de la conférence islamique (OCI) qui regroupe cinquante-cinq pays musulmans. Aucun pays arabe ni musulman, quelle que soit son contentieux avec le Liban ou avec son président, quelle que soit son degré d'allégeance à l'Occident, n'a suivi les consignes de boycott décrété par les pays occidentaux, un indice du décalage dans la perception des choses entre arabes et occidentaux.

Sinistrée par le clanisme et le confessionnalisme, paralysée par ses divisions durant la guerre, tenue en suspicion par une large fraction de la population pour son rôle occulte avant-guerre, l'armée libanaise, celle-là même que ses partisans considéraient comme «la grande muette» et ses détracteurs comme «la grande absente», s'est retrouvée en un temps record à pied d'œuvre sous son commandement. Un exploit qui constitue un motif de fierté pour le général Emile Lahoud, la source de son prestige, le fondement de son pouvoir. Mais pour son successeur, Michel Sleimane, point de bilan.

Protectrice des chrétiens d'Orient, la France a institutionnalisé et instrumentalisé le communautarisme tant au Liban que dans l'ensemble des pays sous son mandat, au mépris du principe de la laïcité et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, pourtant un des principes fondateurs de la République française, au nom de la préservation de prétendus intérêts supérieurs du pays.

La mise à l'index du président Lahoud n'est pas un cas isolé. Il en a été auparavant de même du génocide impuni des Arméniens par les Turcs qui verra la France gratifier de son forfait la Turquie, en détachant le District d'Alexandrette de la Syrie pour l'offrir à celui qui était son ennemi de la première guerre mondiale de surcroît auteur du premier génocide du XX e siècle, une opération qui s'est révélée une aberration de l'esprit vraisemblablement unique dans l'histoire du monde, pathétique illustration d'une confusion mentale au nom de la préservation de prétendus intérêts supérieurs de la nation au détriment de la victime.

Comprenez qui pourra.

IV- La «déconcertante alliance» du Hezbollah et du général Michel Aoun

La «déconcertante alliance» du Hezbollah libanais et du général Michel Aoun, pour reprendre l'expression des analystes occidentaux, apparaît dans cette perspective comme la résultante et la réplique de la «déconcertante attitude» des Occidentaux à l'égard des aspirations du Monde arabe, particulièrement en ce qui concerne la Palestine. Sur le plan interne libanais, elle constitue l'alliance de revers à la «déconcertante alliance» entre les sunnites libanais et les anciens chefs maronites des milices chrétiennes, dont l'office de requiem célébré à la mémoire de Rafic Hariri à l'Eglise maronite de Paris, dans la semaine qui a suivi l'assassinat du milliardaire libano saoudien, a scellé dans l'ordre symbolique le double ralliement du clan Hariri au «maronitisme politique» et de la frange pro américaine des Maronites à l'Islam Wahhabite, signant par la même le dégageant des sunnites du combat nationaliste, au profit des chiites, et la relégation des maronites au rôle d'appoint de la stratégie saoudienne.

La «déconcertante alliance» Aoun Hezbollah est en fait l'alliance de deux personnalités d'extraction modeste, issues de la banlieue populeuse de Beyrouth, respectivement Haret Hreik pour le chrétien et Bourj Brajneuh pour le chiite, deux dirigeants d'envergure nationale.

Une alliance, en tout état de cause, infiniment moins extravagante que l'in vraisemblable alliance sulfureuse entre le défenseur du «Foyer chrétien» au Liban, Samir Geagea, à l'aventurisme toujours si mal inspiré, et, les Salafistes wahhabites, les propagateurs zélés du projet de création d'«Emirats islamiques» au Liban et en Syrie, en contradiction avec les intérêts généraux à long terme de la chrétienté.

L'alliance Hezbollah Michel Aoun a brisé stratégiquement le clivage confessionnel islamo chrétien de l'équation libanaise, de la même manière que l'alliance Syrie-Iran a brisé le clivage ethnique arabo persique de la rivalité régionale entre les deux chefs de file de l'Islam, l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite.

Un constat sans équivoque, tiré des enseignements de l'histoire récente, d'une analyse concrète d'une situation concrète: Tous les grands exodes des chrétiens d'Orient auront été consécutifs à des opérations occidentales. Il en a été de la création d'Israël qui a produit un fort exode des chrétiens palestiniens (vers la Californie et l'Amérique latine), comme de la guerre civile interlibanaise (guerre dérivative à l'échec américain au Vietnam) qui a provoqué un fort exode des chrétiens libanais vers le Canada, l'Australie, la France et les deux Amériques, comme de l'invasion américaine de l'Irak qui a provoqué un fort exode des chrétiens irakiens (assyro chaldéens). Comme il en a été auparavant du génocide arménien qui a produit un fort courant d'émigration des arméniens chrétiens vers la France, les Etats Unis et le Liban, alors que la Turquie non seulement gratifiée par la France du district d'Alexandrette, était hissée au rang de partenaire majeur de l'Occident au sein de l'Otan face au monde arabe et à l'Union soviétique à l'époque de la guerre froide soviéto-américaine (1945-1989).

Au vu de ce bilan, la conclusion s'impose sans appel à savoir que les chrétiens arabes auront toujours été les grands sacrifiés au bénéfice de la stratégie israélo américaine et qu'il importe que leur sort soit désormais scellé dans son ancrage, avec son environnement arabe, tant il est vrai que les chrétiens arabes n'ont pas vocation à devenir une diaspora complémentaire des diasporas dans les pays occidentaux, à titre de vestige d'une

civilisation perdue.

Mauvais remake d'un vieux film de quarante ans, la campagne présidentielle libanaise dans sa version 2014 a constitué la parfaite illustration de la nécrose du système politique libanais du fait du confessionnalisme, cadeau empoisonné de la France, leur «tendre mère» à ses «enfants chéris» libanais.

René Naba

Pour aller plus loin

- Sur les chefs de guerre maronites et leur danse du scalp : <http://www.renenaba.com/le-martyrologe-libanais/>
- Sur les pays occidentaux et les chrétiens d'Orient : <http://www.renenaba.com/france-vatican-les-deux-francois-et-la-chretiente-d-orient/>

La source originale de cet article est [renenaba.com](http://www.renenaba.com)

Copyright © [René Naba](http://www.renenaba.com), [renenaba.com](http://www.renenaba.com), 2014

Articles Par : [René Naba](http://www.renenaba.com)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca